

PRF 91
05.04.22

Rapport d'Orientation Budgétaire 2022

TIGERY

BP 2022

28/03/22



SOMMAIRE

Introduction

Élément de contexte économique

Les règles de l'équilibre budgétaire

1. Les recettes de la commune

1.1 La fiscalité directe

1.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

1.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2022

1.4 La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

2. Les dépenses réelles de fonctionnement

2.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

2.2 Les charges de personnel

2.3 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

2.4 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

2.5 La Structure des Dépenses de Fonctionnement

3. L'endettement de la commune

3.1 L'évolution de l'encours de dette

3.2 La solvabilité de la commune

4. Les investissements de la commune

4.1 Les épargnes de la commune

4.2 Les dépenses d'équipement

4.3 Les besoins de financement pour l'année 2022

5. Les ratios de la commune



Introduction

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 Février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB permet de rendre compte de la gestion de la Ville (analyse rétrospective).

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 Août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Le DOB s'effectue dorénavant sur la base d'un rapport (ROB) élaboré par le Maire et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le ROB est un élément de communication : il doit être transmis au Préfet du Département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n° 2016-841 du 24 Juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit permettre au Conseil Municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités retenues au budget primitif voire au-delà pour le programme pluriannuel d'investissement. Ce débat est également l'occasion de renforcer l'information auprès des Conseillers Municipaux sur l'évolution financière de la Collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Le Budget Primitif 2022 doit répondre au mieux aux préoccupations de la population, avec une analyse du contexte économique national et international, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2022, ainsi que la situation financière locale. Il y a lieu d'indiquer en outre qu'il est prévu de voter le budget primitif 2022 le 14 avril 2022.

Le contexte macroéconomique

Le contexte politique et sociétal dans lequel va s'inscrire l'action publique de la Ville de Tigery en 2022 est très différent de celui de 2021, même si la répétition des contraintes sanitaires fortes qui pèsent sur notre vie quotidienne peut donner l'impression d'une certaine continuité.

Au plan sanitaire tout d'abord, l'évolution et la pérennisation de la pandémie montrent à quel point l'enjeu n'est pas seulement de gérer une crise sanitaire temporaire, mais également d'intégrer des changements sanitaires plus profonds, d'entrer pleinement dans un nouveau monde où les risques sont beaucoup plus présents dans nos vies quotidiennes.

Au plan climatique également, puisque le premier volet du 6e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié cet été, montre que l'urgence de la lutte contre le changement climatique n'est plus seulement l'atténuation de nos émissions de gaz à effet de serre, mais également l'adaptation dès aujourd'hui aux changements qui sont déjà là, qui touchent d'abord les régions du monde les plus vulnérables, mais que nous pouvons également constater sous nos latitudes par la multiplication des événements climatiques extrêmes.

Au plan économique et social enfin, où la durée de la crise sanitaire et de toutes ses conséquences soulignent plus que jamais que les services publics communaux sont plus que jamais nécessaires.

Face à ces enjeux redoublés par le contexte de l'année écoulée, les politiques menées au niveau national, européen et international, ne sont jusqu'à présent pas à la hauteur. Dans ce contexte global, la Ville de Tigery doit diriger clairement ses investissements vers des actions utiles au renforcement des politiques publiques engagées sur son territoire, et doit continuer d'affirmer la place centrale des habitantes et des habitants du territoire, qui seront associés toujours plus étroitement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques.

Les prévisions optimistes du début de l'année s'essouffent. Ainsi, les dernières perspectives économiques de l'OCDE du 1er décembre 2021, indiquait que la reprise mondiale se poursuit, nous savons aujourd'hui que celle-ci elle sera moins vigoureuse que prévue et que des déséquilibres ont émergé. L'incapacité de déployer rapidement et efficacement des campagnes vaccinales partout dans le monde coûte cher et l'incertitude demeure forte en raison de l'apparition successive de nouveaux variants.

En effet, dans la plupart des pays de l'OCDE, la production a désormais dépassé son niveau de la fin 2019 et converge progressivement vers la trajectoire anticipée avant la pandémie. Pour autant, les économies à plus faible revenu, notamment celles où les taux de vaccination contre le COVID-19 sont faibles, risquent d'accuser un retard.

Les perspectives économiques tablaient en début d'année sur un rebond de la croissance économique mondiale qui devrait atteindre 5.6 % cette année et 4.5 % en 2022, avant de revenir à 3.2 % en 2023, soit des taux proches de ceux observés avant la pandémie. Le conflit européen fait désormais reposer des incertitudes quant à cette trajectoire, la croissance économique mondiale pourrait être inférieure de plus de 1 point de pourcentage cette année à la projection établie avant le conflit, tandis que l'inflation, déjà élevée au début de l'année, pourrait être globalement supérieure, dans l'ensemble des pays, d'au moins 2.5 points au niveau qu'elle aurait atteint sans cette guerre.

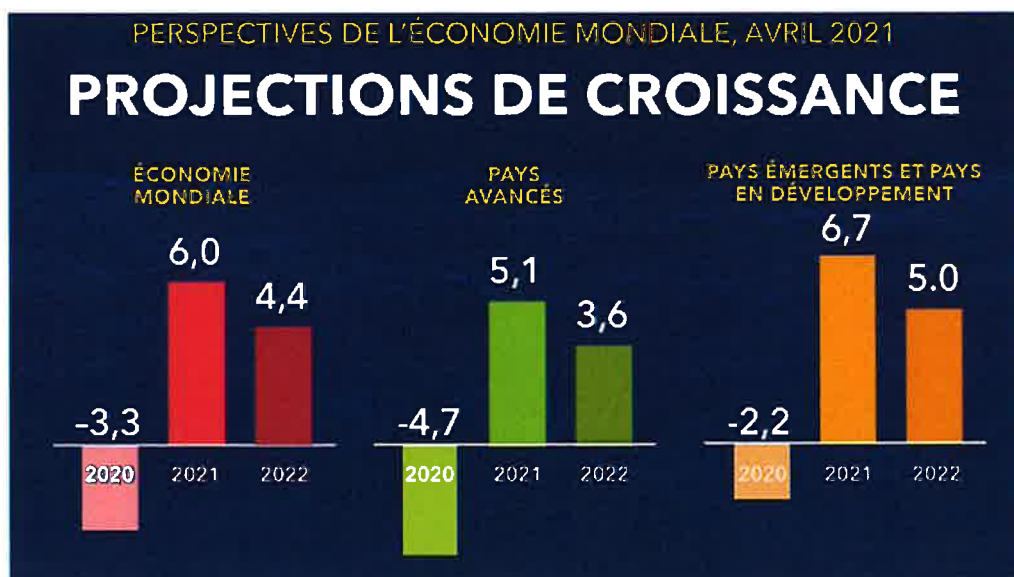
Le redressement vigoureux de l'activité constaté plus tôt dans l'année devrait marquer le pas dans de nombreuses économies avancées. L'envolée de la demande de biens depuis la réouverture des économies et l'incapacité de l'offre à suivre le rythme ont engendré un engorgement des chaînes de production. Les pénuries de main d'œuvre, les fermetures liées à la pandémie, la flambée des prix de l'énergie et des matières premières et la rareté de certains matériaux essentiels sont autant de facteurs qui freinent la croissance et accentuent les tensions sur les coûts. L'inflation a nettement augmenté dans plusieurs régions dès le début de cette phase de reprise.

Parallèlement aux tensions sur les coûts induits par les perturbations de l'offre et le renchérissement de denrées alimentaires, les déséquilibres du marché de l'énergie sont un facteur important de montée de l'inflation dans toutes les économies. Les prix du gaz ont fortement augmenté – notamment en Europe – et les risques sont élevés, les niveaux de stockage étant d'environ 28 % inférieurs à ce qu'ils devraient être normalement à cette période de l'année. Les ménages à faible revenu sont inévitablement les plus durement touchés par la hausse des coûts de l'alimentation et de l'énergie.

Les tensions inflationnistes s'avèrent plus fortes et plus persistantes que prévu il y a quelques mois. Dans la zone OCDE, l'inflation des prix à la consommation devrait commencer à s'estomper en 2022 avant de se modérer, les goulets d'étranglement diminuant, les capacités de production s'améliorant, les tensions sur le marché du travail se normalisant et la demande se rééquilibrant.

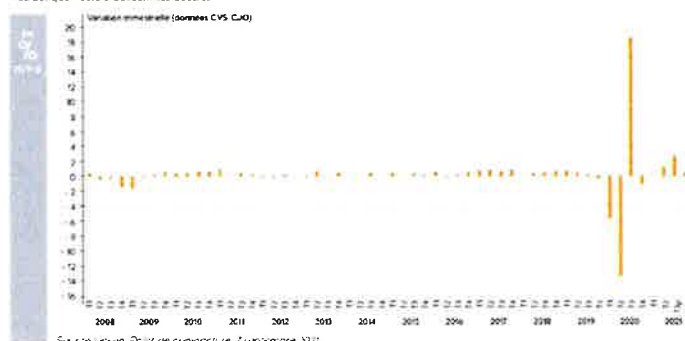
Un autre risque, suscité par l'apparition d'un nouveau variant ces derniers jours, est celui d'une aggravation de la situation sanitaire qui pourrait entraîner de nouvelles restrictions susceptibles de mettre la reprise en péril.

Cela étant, il est indispensable de modifier la composition des dépenses pour disposer de marges de manœuvre permettant de renforcer l'investissement dans les infrastructures publiques et d'accompagner la transformation économique profonde inhérente à la lutte contre le changement climatique. Il est essentiel que les autorités budgétaires et monétaires donnent des orientations claires sur leurs stratégies d'action destinées à préserver la confiance des marchés et l'adhésion du public.



ÉVOLUTION DU PIB EN FRANCE

% La Banque Postale Collectivités Locales



POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

(croissance en %, moyenne annuelle)	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB réel	1,8	-8,0	6,7	3,6	2,2	1,4
IPCH	1,3	0,5	2,1	2,5	1,5	1,6
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	1,8	1,7	1,7
Investissement des entreprises	3,4	-8,8	11,7	2,4	4,4	3,5
Consommation des ménages	1,9	-7,2	4,8	6,1	2,2	1,0
Pouvoir d'achat par habitant	2,3	0,2	1,7	0,6	1,3	1,1
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active, moyenne annuelle)	8,4	8,0	8,0	7,9	7,8	7,7

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.

Sources : Comptes nationaux trimestriels Insee du 29 octobre 2021, projections Banque de France sur fond bleu.

Les prévisions de croissance pour 2022

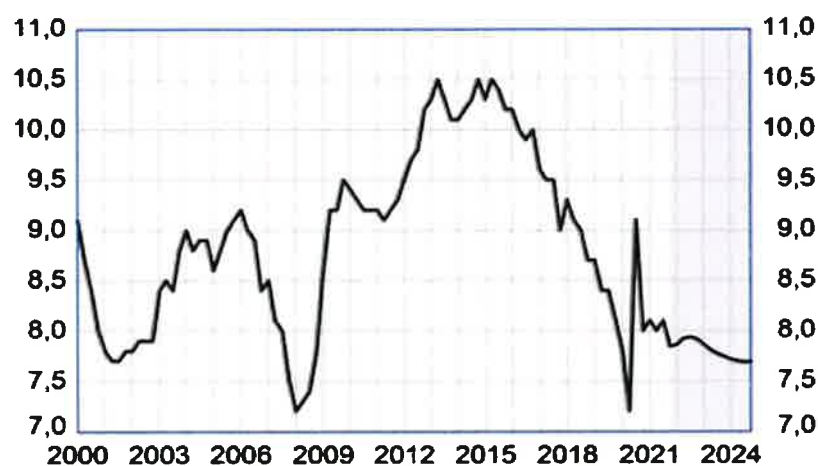
- La croissance du PIB en France devrait avoir atteint, d'après les dernières estimations de l'Insee, +6,8 % en 2021 (soit en deçà de l'hypothèse de +8 % prévue dans la LFI 2021).
- La France bénéficiera encore en 2022 d'un effet de rattrapage qui se produira principalement au 1^{er} semestre. Sur l'année, le PIB devrait croître de +4,2%. Son évolution devrait retrouver un rythme plus « habituel » en fin d'année (entre +1 % et +1,5 %). La LFI 2022 est bâtie sur un taux de croissance du PIB de +4 %.
- Les incertitudes restent fortes. Certaines sont favorables (consommation soutenue des ménages, baisse du taux d'épargne), d'autres défavorables (situation sanitaire et reprise épidémique avec le variant Omicron, inflation, tensions sur les approvisionnements, ralentissement de l'économie chinoise, etc.).
- Un autre risque doit être souligné : cette forte croissance devrait être stimulée avant tout par la hausse de la consommation, ce qui tend à accroître le déficit de la balance commerciale, déjà fortement creusé par la facture énergétique. En 2021, ce dernier avait déjà atteint le seuil historique de -9 Md€.

Le taux de chômage attendu pour 2022

- D'après une note de conjecture publiée le 14/12/2021 par l'Insee, le taux de chômage mesuré au sens du Bureau international du travail devrait passer de 8,1 % à 7,8 % de la population active en moyenne sur le quatrième trimestre 2021.
- Il perdrait encore 0,1 point chacun des deux premiers trimestres de l'année 2022, pour descendre jusqu'à 7,6 % en juin.
- Ce rebond de la population active doit cependant être modéré par le biais statistique qu'induit la prévalence des contrats d'alternance et l'effet structurel de l'apprentissage depuis la réforme de ce dernier en 2018.

Graphique 4 : Taux de chômage

(BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2021, projections Banque de France sur fond bleuté.

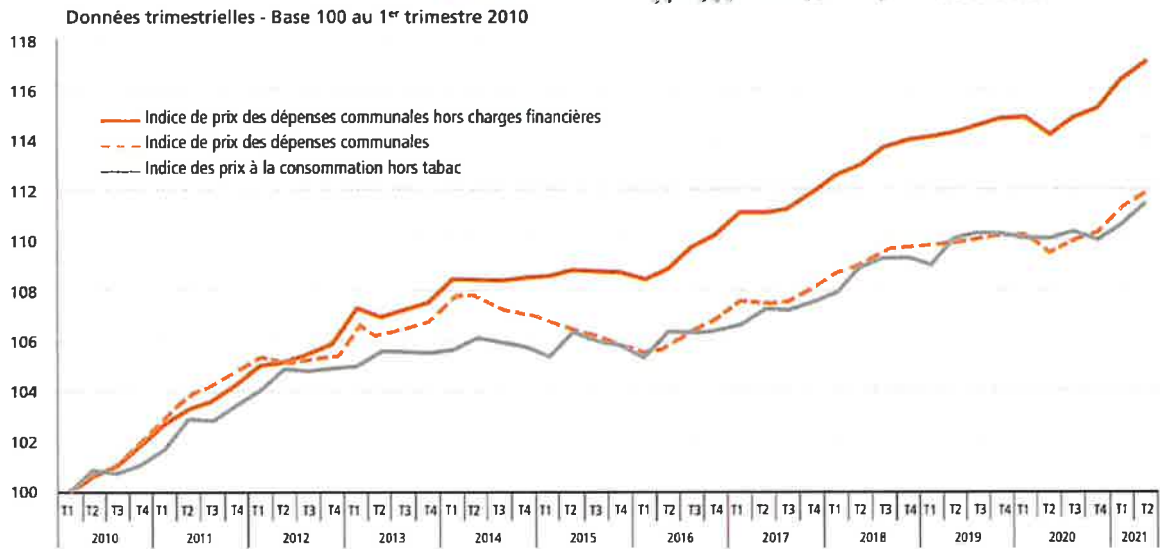
Les risques liés à l'inflation

- Le rebond de l'activité économique provoque, depuis plusieurs mois, une poussée d'inflation principalement liée à l'augmentation des prix de l'énergie et des prix industriels.
- Aux Etats Unis, l'inflation a atteint un record de +7 % (5,5 % hors énergie et alimentation) en 2021. Outre le fait que le prix de l'essence a augmenté de moitié, cette hausse s'est répercutée dans tous les domaines (logements, transports et alimentations). D'autres effets sont à prévoir, puisque la Banque Fédérale a été contrainte, pour y faire face, de réduire ses achats en Bon de Trésor, jusqu'à présent à des taux d'intérêts bas.
- En France, la tendance n'est pas aussi forte, mais l'inflation devrait rester élevée. La hausse de l'indice des prix à la consommation entre 2020 et 2021 est estimée à environ +3 %, même si certains observateurs anticipent un niveau plus élevé. Mais contrairement aux premières estimations faites par les économistes, le phénomène pourrait être plus important que prévu et s'inscrire dans la durée, en se maintenant à minimum +1,5 % pour les années à venir.

Un risque accru pour l'indice de prix des dépenses communales

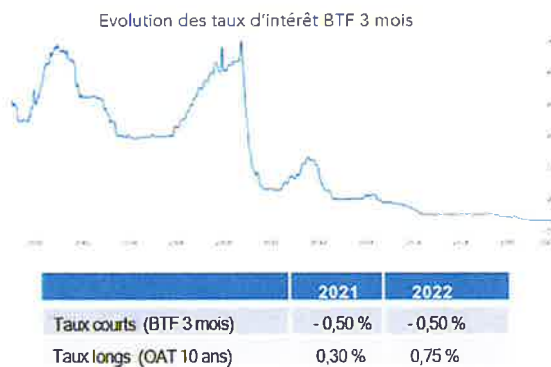
- L'indice de prix des dépenses communales est un indicateur qui reflète avant tout le panier des biens et services à la charge des communes, au même titre que l'inflation pour le panier de consommation des ménages.
- Même si on observe des différences notables suivant le type la collectivité concernée, en général, les acteurs publics subissent sur longue période une « inflation » plus importante que celle des ménages.
- Le 30/06/2021, l'indice lié aux dépenses hors charges financières des communes a connu une hausse de +1,12 % sur les quatre derniers semestres, soit trois fois plus importante que l'indice des prix de la consommation hors tabac sur la même période (+0,42 %).
- De plus, la dépense publique est liée à différents paramètres. Certains pèsent énormément dans la composition de l'indice, y compris avec des variations modérées, à l'instar des dépenses de personnel et des coûts de construction, particulièrement sensibles à l'évolution du cours des matières premières. D'autres ont un poids plus modestes, mais fluctuent énormément, à l'instar de l'indice de prix des frais financiers ou encore du prix des combustibles et carburants.
- De ce fait, face à la très forte augmentation de l'inflation ces derniers mois, on peut craindre une hausse d'autant plus conséquente de l'indice de prix des dépenses communales, ce dans un contexte marqué par l'envolée du cours des matières premières et la remontée des taux d'intérêts.
- Cela risque à terme de réduire l'impact de l'effort des collectivités locales en matière d'investissement.

INDICE DE PRIX DES DÉPENSES COMMUNALES



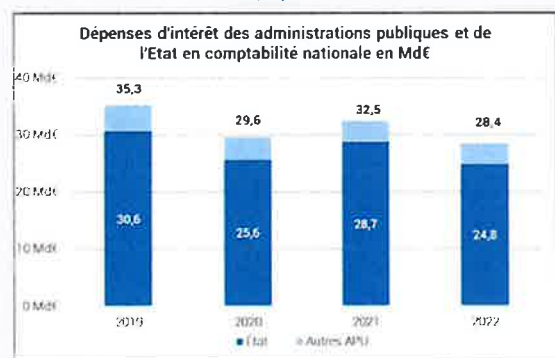
L'évolution des taux d'intérêt

- La France continue de bénéficier de conditions de financement favorables, avec des taux bas à court et long terme.
- Toutefois, en parallèle de la forte inflation à présent constatée, l'ensemble des taux devrait remonter, comme en témoigne la tendance observée à l'échelle de l'Europe. L'Allemagne, qui bénéficiait jusqu'alors de conditions encore plus avantageuses, avec des taux à dix ans négatifs, est sur le point de voir cette parenthèse initiée en 2019 se refermer, avec des taux à présent à -0,2 %. Ils ont même atteint 1,2 % en Italie.
- En France, les bons du Trésor à taux fixe et à intérêts précomptés (BTF) engendrent toujours des recettes grâce aux taux négatifs, mais ces derniers seront également amenés à remonter à terme.
- De ce fait, même si les dépenses d'intérêts des administrations publiques de l'Etat continuent pour le moment de diminuer, la tendance va sans doute s'inverser dans les prochaines années.



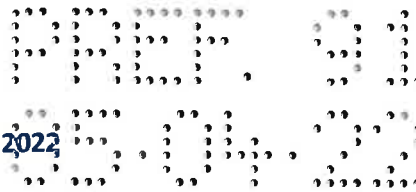
Source : PLF 22, Rapport économique et social

Graphique 3



Source : AFT pour la dette de l'Etat - DG Trésor pour la prévision toute APU

Note de lecture du graphique : les dépenses d'intérêt des administrations publiques en comptabilité nationale diffèrent des Crédits budgétaires inscrits dans le programme 117 du budget général de l'Etat qui ne couvrent que le périmètre de l'Etat et ne retracent pas le coût du financement effectif de l'Etat en comptabilité nationale comme mesuré ici.



Dotations de l'Etat

La DGF reste stable en 2022 avec une enveloppe de 26,8 Md€, soit 18,3 Md€ pour le bloc communal et 8,5 Md€ pour les départements. L'évolution du montant de la DGF par rapport à 2021 résulte de l'évolution des modalités de répartition suivantes :

L'Etat propose plusieurs évolutions des modalités de répartition de la DGF des communes, des EPCI à fiscalité propre et des départements, ainsi que des ajustements relatifs aux dispositifs de péréquation horizontale.

1. Il prévoit notamment de majorer de 190 M€ les dotations de péréquation des communes :
 - à hauteur de 95 M€ pour la dotation de solidarité urbaine (DSU)
 - et 95 M€ pour la dotation de solidarité rurale (DSR)

Soit une progression plus rapide qu'en 2021 où ces deux dotations avaient progressé de 90 M€ chacune, et de 10 M€ pour les dotations de péréquation des départements ; ceci afin de renforcer l'effort de solidarité au sein des concours financiers de l'État.

2. Il poursuit la progression de la péréquation versée aux communes des départements d'outre-mer, qui bénéficient actuellement d'une quote-part : la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM).

À ce titre, le taux de majoration démographique permettant de fixer le montant de la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM) est à nouveau augmenté afin de réaliser en 2022 la moitié du rattrapage restant à réaliser.

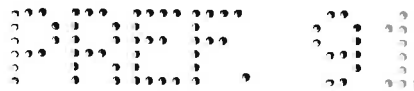
Les sommes ainsi dégagées viennent alimenter la dotation de péréquation outre-mer (DPOM) créée en loi de finance initiale pour 2020, dont les critères de répartition ciblent les communes des départements d'outre-mer disposant des ressources les moins élevées et des charges les plus lourdes.

Par ailleurs, le comité interministériel aux ruralités de novembre 2020 a prévu le renforcement des instruments financiers permettant de soutenir la production d'aménités rurales par les collectivités territoriales.

3. Dans cette perspective, le LFI prévoit un élargissement de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité, créée en 2019, dont le montant passerait de 10 à 20 millions d'euros.

Cette dotation participe au verdissement des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales et s'inscrit dans la continuité de l'Agenda rural et des travaux sur la prise en compte des aménités rurales dans l'action publique qui en ont découlé, ainsi que dans le cadre de la stratégie nationale pour les aires protégées.

Cette dotation bénéficiait jusqu'à présent, sous certaines conditions, aux communes situées dans les zones Natura 2000, dans des parcs naturels marins ou dans des cœurs de parcs nationaux. La LFI institue :



- une quatrième fraction de la dotation, d'un montant de 5 millions d'euros, afin de prendre en compte les charges pouvant résulter des aménités rurales pour les communes se trouvant dans les parcs naturels régionaux (PNR). Une modification des taux de répartition de la dotation pour les trois fractions déjà existantes est par conséquent proposée ;
 - une augmentation du montant de la part « Natura 2000 » de cinq millions d'euros et élargit ses bénéficiaires en abaissant à 60 % le taux de couverture du territoire par la zone protégée (contre 75 % actuellement) ;
 - le procédé à d'autres ajustements d'une portée limitée : il substitue le potentiel financier au potentiel fiscal dans la répartition, de manière à mieux refléter la richesse mobilisable par les communes, et prévoit une augmentation progressive sur trois ans du montant subventionné pour les communes devenant éligibles à la dotation du fait d'une adhésion à une charte d'un parc national ou d'un PNR, afin de lisser dans le temps les effets de cette adhésion sur l'enveloppe attribuée et d'en renforcer la prévisibilité.
4. La LFI propose enfin un ajustement de la répartition du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements (FNP DMTO).

Rendu nécessaire par l'évolution du panier de recettes des départements à l'issue de la réforme de la fiscalité locale, la répartition du FNP DMTO fait en effet intervenir le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties départemental (TFPB) de l'année précédente. À compter de 2022, ce critère ne pourra plus être utilisé, les départements ne percevant plus de TFPB depuis 2021. Il est proposé de conserver le taux de TFPB adopté en 2020, de manière transitoire en 2022, le temps de trouver, en concertation, une solution plus pérenne en lien avec le CFL et les départements.

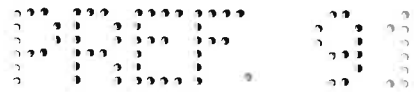
Mini-réforme des indicateurs

La réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition de la DGF vise en premier lieu à tirer les conséquences de la réforme du panier de ressources des collectivités territoriales.

Ces évolutions, issues des travaux menés par le Comité des finances locales, visent à tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités (notamment l'attribution de la part départementale de taxe foncière aux communes ; la perception par les EPCI et les départements d'une fraction de TVA et la création d'un prélèvement sur recettes compensant les pertes de recettes liées à la réforme de l'assiette des locaux industriels) et ainsi retranscrire le plus fidèlement possible le niveau de ressources des collectivités. .

Conformément à la délibération adoptée par le Comité des finances locales, la LFI intègre également plusieurs impositions communales au calcul du potentiel financier des communes, ainsi que du potentiel financier agrégé utilisé pour la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), afin de renforcer la capacité de ces indicateurs à refléter une image fidèle de la richesse relative des collectivités concernées.

Le Gouvernement propose en outre de simplifier le calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé tout en changeant son approche : il fait ainsi de celui-ci, jusqu'alors centré sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune, un indicateur centré sur les produits perçus par la commune elle-même. L'objectif poursuivi par l'indicateur serait désormais de comparer les impôts effectivement levés par une commune aux impôts qu'elle pourrait lever si elle appliquait les taux moyens d'imposition, en cohérence avec l'utilisation faite de cet indicateur dans le calcul des dotations.



Il étend enfin le champ d'application de la fraction de correction intégrée par la loi de finances pour 2021 dans le calcul des indicateurs pour éviter que ces évolutions ne déstabilisent la répartition des dotations. Il prévoit ainsi que cette fraction de correction, dont les modalités de calcul seront précisées par décret en Conseil d'État, soit établi de façon à englober l'ensemble des réformes des indicateurs financiers réalisées en loi de finances pour 2021 et dans le présent article. La neutralisation sera complète en 2022.

Poursuite du Plan « France Relance » de 2020

La LFI pour 2022 s'inscrit dans la poursuite des efforts engagés avec la mise en place du plan « France relance » destiné à soutenir l'économie du pays malmenée par la crise sanitaire, et vise un rétablissement progressif des finances publiques. Un an après sa présentation, 47 Md€ ont déjà été engagés ; le Premier ministre a fixé un objectif d'engagements de 70Md€ d'ici à fin 2021.

Son déploiement se poursuivra en 2022 : la LFI 2022 prévoit ainsi l'ouverture de 12,9 M€ de crédits de paiement destinés à couvrir une part des engagements déjà réalisés en 2021. Il prévoit également l'ouverture de 1,2 Md€ d'autorisations d'engagement (AE) supplémentaires, destinées à intensifier l'action du plan en matière d'emploi et de formation professionnelle, d'infrastructures de transports, de dépenses d'investissement et de modernisation ou encore de recherche.

Compensation de la TH des résidences principales pour les intercommunalités

Depuis 2021 les intercommunalités disposent d'une fraction de la TVA correspondant à leur ancien produit de TH sur les résidences principales. Il était prévu que cette fraction calculée une fois pour toute sur le montant de TVA de 2020 évolue chaque année comme la progression de la TVA au niveau national. Mais la crise sanitaire et économique de 2020 ayant entraîné une chute de la TVA en 2020, la part revenant aux collectivités aurait été plus élevée que prévu.

On se rappelle que la loi de finances de l'année dernière a supprimé cet effet d'aubaine inattendu. Elle a d'une part, changé l'année de référence pour le calcul du ratio de 2020 à 2021 et, d'autre part, modifié son indexation, en la fixant sur l'année en cours. Ainsi, les intercommunalités bénéficieront en 2022 de la dynamique de la TVA de 2022 : 5,4%.

Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la commune territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont *respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice*".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.

La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire, le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la commune hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité, c'est à dire qu'il n'est théoriquement pas possible de majorer ou minorer artificiellement une recette ou une dépense afin d'équilibrer le budget.

Le préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.

Budget primitif 2022 : situation et orientations budgétaires de la collectivité

L'élaboration du budget est un acte politique fort qui traduit les ambitions de l'équipe municipale pour l'année à venir. Première étape de cet exercice, la lettre de cadrage reçue en juillet dernier en a défini les objectifs :

- le débat d'orientation budgétaire sur la base du présent rapport qui consiste en une analyse pluriannuelle des recettes et des dépenses communales tant sur le plan du fonctionnement que de l'investissement.

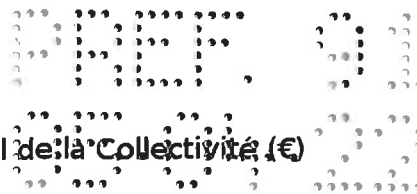
Seconde étape de l'exercice : l'adoption du budget 2022 qui sera voté le 14 avril 2022 et qui concrétise la volonté municipale de développer notre territoire, tout en conservant le cadre de vie actuel. Le lancement du chantier de la salle des fêtes est au cœur du budget investissement. C'est dans cet objectif que la ville à inscrit au budget un emprunt d'un million d'euros d'une durée de vingt et un ans et un mois. Un effort important également sera consenti sur l'acquisition de matériels informatiques.

Les dépenses de fonctionnement augmentent pour répondre aux engagements de la municipalité. De nouveaux postes seront pourvus en 2022 (assistant de direction, ATSEM, animation). A ces postes nouveaux en cours d'année 2022,-s'ajoutent les évolutions tendanciennes classiques liées au Glissement Vieillesse Technicité (échelons, concours), l'avancement de grades et mesures de reclassement constituent l'essentiel de l'augmentation de la masse salariale.

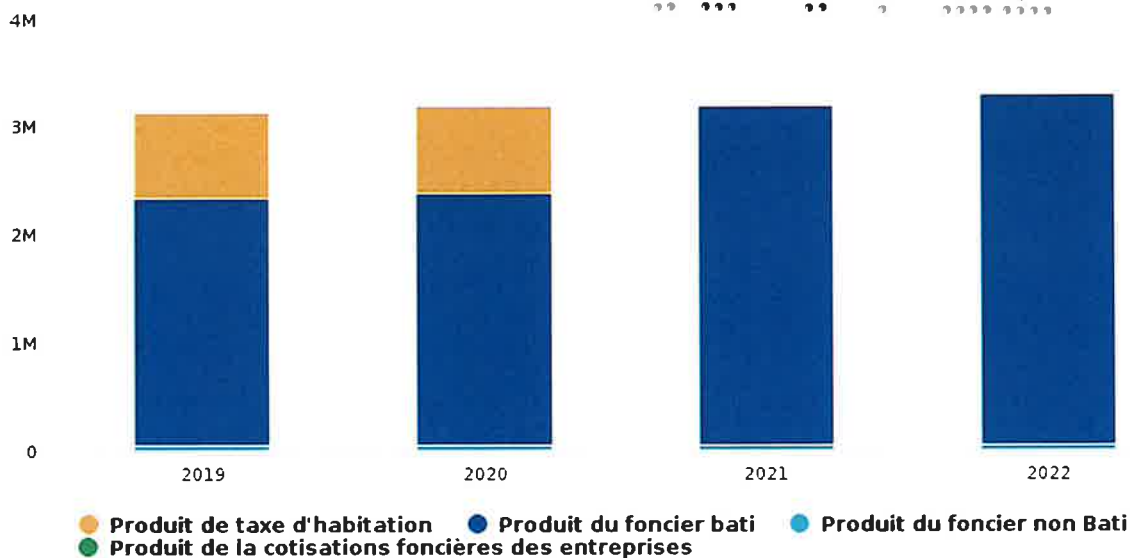
1. Les recettes de la commune

1.1 La fiscalité directe

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Evolution du produit fiscal de la Collectivité (€)



Pour 2022 le produit fiscal de la commune est estimé à 3 439 691 € soit une évolution de 1,71 % par rapport à l'exercice 2021.

Le Levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agira tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. L'objectif est ici de déterminer les marges de manœuvre disponibles cette année sur le budget et plus particulièrement sur la fiscalité locale. Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est enfin présentée.

Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Taxes foncières et d'habitation	3 122 903 €	3 253 275 €	3 381 777 €	3 439 691 €	1,71 %
Impôts économiques (hors CFE)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Reversement EPCI	173 132 €	171 648 €	171 648 €	171 648 €	0 %
Autres ressources fiscales	64 964 €	238 245 €	247 231 €	251 836 €	1,86 %
TOTAL IMPOTS ET TAXES	3 360 999 €	3 663 168 €	3 800 656 €	3 863 175 €	1.64 %
Part des Impôts modulables	92,92 %	88,81 %	88,98 %	89,04 %	-

Avec reversement EPCI = Attribution de compensation + Dotation de Solidarité Communautaire.

L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal est un indicateur mesurant la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. Si celui-ci se situe au-dessus de 1, cela veut dire que la commune exerce une pression fiscale sur ses



administrés plus forte que les communes au niveau national. Si cet indicateur se situe en-dessous de 1, la commune exerce alors une pression fiscale inférieure à la moyenne nationale.

Pour la commune, en 2021 (données 2022 pas encore disponible) cet indicateur est évalué à 1.0. La commune exerce une pression fiscale sur ses administrés plus faible que les autres communes et dispose en conséquence d'une réelle marge de manœuvre si elle souhaite augmenter ses taux d'imposition et ce, notamment, afin de dégager davantage d'épargne sur ses recettes réelles de fonctionnement.

Evolution de la fiscalité directe



Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Base FB –	10 917 271 €	11 086 456 €	11 108 629 €	11 486 322 €	3,4 %
Base FB –	-	-	9 928 800 €	10 266 379 €	3,4 %
Taux FB –	21,01 %	21,01 %	21,01 %	21,01 %	0 %
Taux FB –	-	-	16,37 %	16,37 %	0 %
Coeff correcteur	-	-	0 79286	0 79286	-
Produit FB	2 293 719 €	2 329 264 €	3 139 145 €	3 245 875 €	3,4 %

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Base FNB	99 897 €	99 119 €	99 317 €	102 694 €	3,4 %
Taux FNB	50,76 %	50,76 %	50,76 %	50,76 %	0 %
Produit FNB	50 708 €	50 313 €	50 413 €	52 127 €	3,4 %

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Base TH	6 033 455 €	6 255 096 €	146 550 €	151 533 €	3,4 %
Taux TH	13 %	13 %	13 %	13 %	0 %
Produit TH	784 349 €	813 162 €	19 052 €	19 699 €	3,4 %

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Produit TH	784 349 €	813 162 €	19 052 €	19 699 €	3,4 %
Produit TFB	2 293 719 €	2 329 264 €	3 139 145 €	3 245 875 €	3,4 %
Produit TFNB	50 708 €	50 313 €	50 413 €	50 413 €	3,4 %
Produit CFE	0 €	0 €	0 €	0 €	- %
Rôles complémentaires	-5 873 €	60 536 €	173 167 €	121 990 €	-29,55 %
TOTAL PRODUIT	3 122 903 €	3 253 275 €	3 381 777 €	3 439 691 €	1,71 %

Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales



un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.

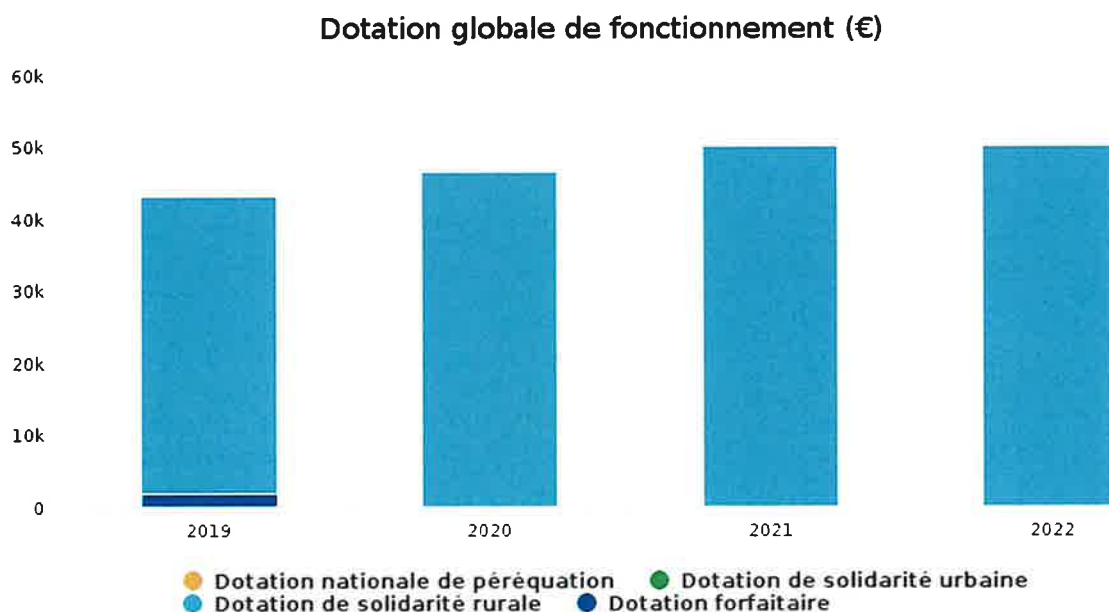
1.2 La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

Les recettes en dotations et participations de la commune s'élèveront à 50 214 € en 2022. La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.

La DGF de la commune est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** : elle correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écèlement appliqué afin de financer la péréquation verticale ainsi que la minoration imposée ces dernières années par la baisse globale de DGF du Gouvernement précédent ont considérablement réduit le montant de cette dotation et dans certains cas, fait disparaître cette dotation pour les communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** : elle a pour objectif d'aider les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** : elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.



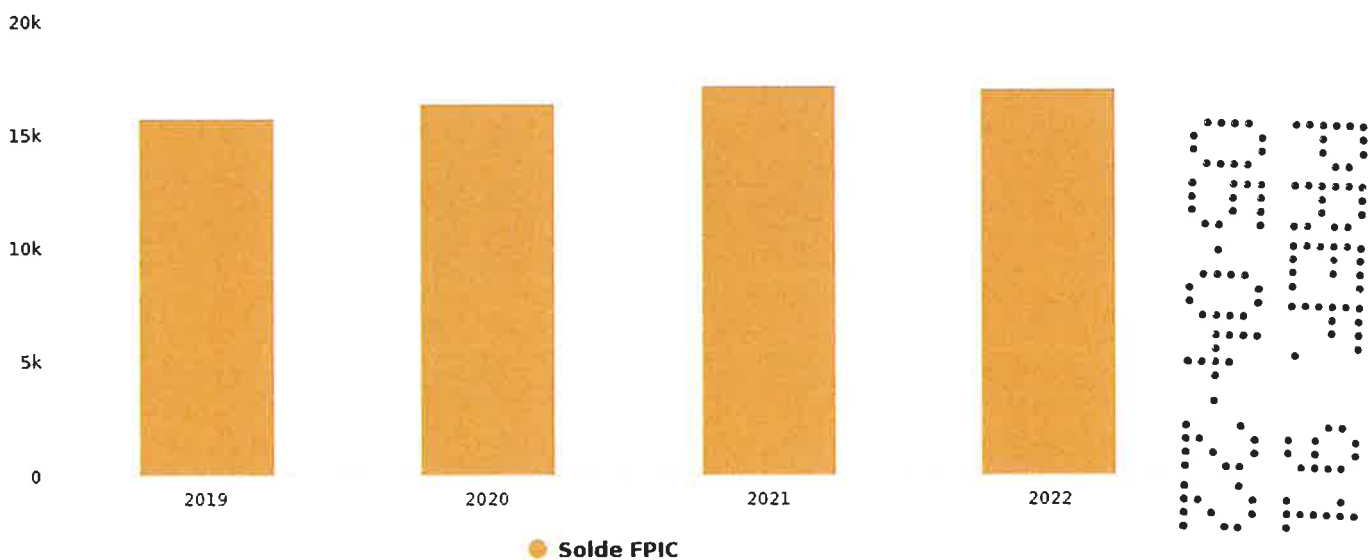
Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Dotation forfaitaire	1 710 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Dotation Nationale de Péréquation	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Dotation de Solidarité Rurale	41 539 €	46 621 €	50 214 €	50 214 €	0 %
Dotation de Solidarité Urbaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Reversement sur DGF	- 1 710 €	- 0 €	- 0 €	- 0 €	- %
TOTAL DGF	41 539 €	46 621 €	50 214 €	50 214 €	0 %

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC. Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant le prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

Solde Fonds de Péréquation Communal et Intercommunal

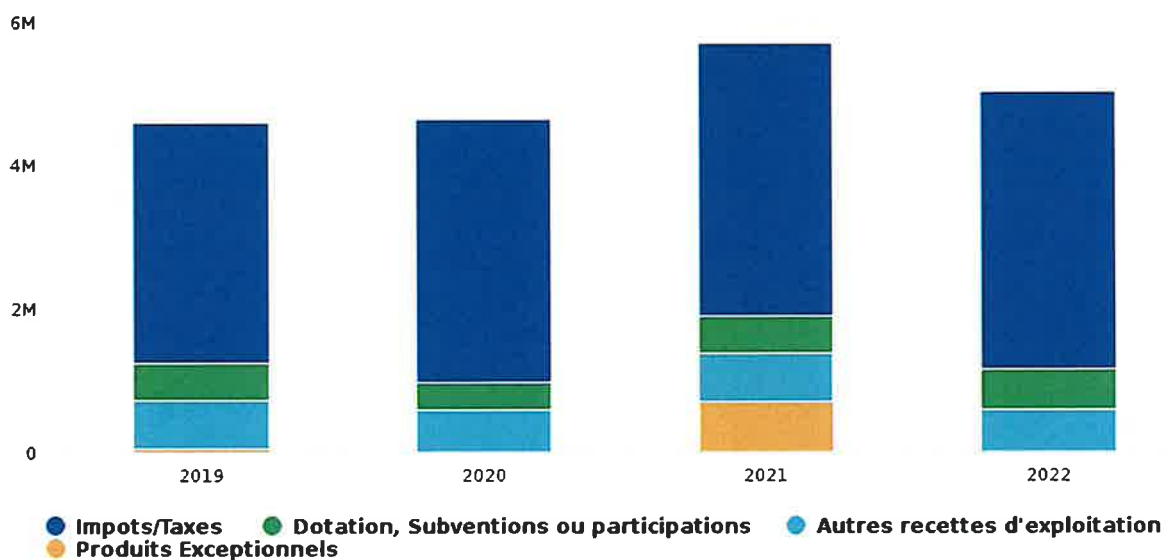


Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Contribution FPIC	0 €	0 €	6 836 €	7 000 €	2,4 %

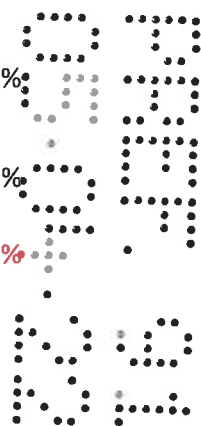
Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Attribution FPIC	15 700 €	16 384 €	23 980 €	23 980 €	0 %
Solde FPIC	15 700 €	16 384 €	17 144 €	16 980 €	-0,96 %

1.3 Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2022

Synthèse des Recettes Réelles de Fonctionnement



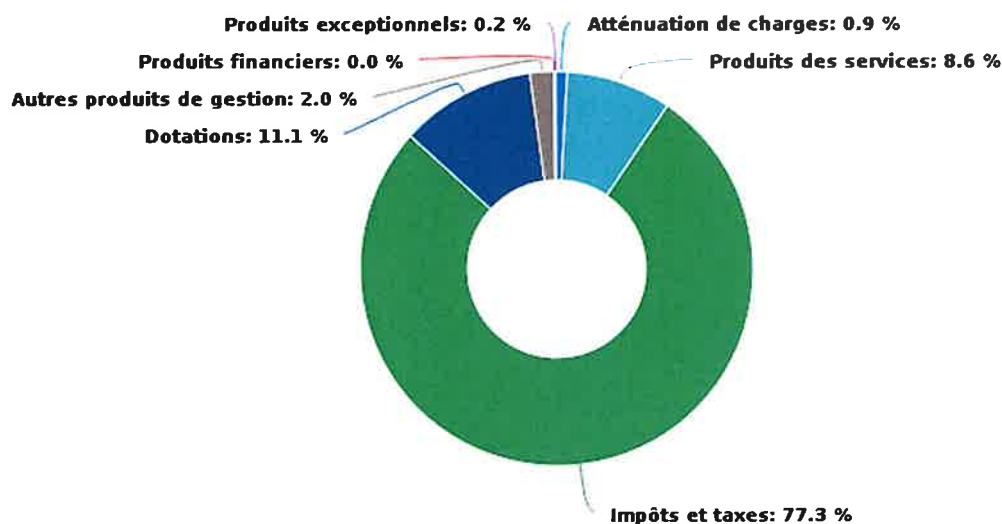
Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Impôts / taxes	3 360 999	3 663 168	3 800 656	3 863 175	1,64 %
Dotations, Subventions ou participations	517 253 €	362 530 €	522 898 €	554 145 €	5,98 %
Autres Recettes d'exploitation	679 495 €	590 392 €	663 109 €	575 300 €	-13,24 %
Produits Exceptionnels	34 208 €	4 599 €	705 209 €	8 000 €	-98,87 %
Total Recettes de	4 591 955	4 620 689	5 691 872	5 000 620	-12,14 %
<i>Évolution en %</i>	-8,02 %	0,63 %	23,18 %	-12,14 %	-



1.4 La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2022, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 5 000 620 €, soit 1 144,31 € / hab. ce ratio est inférieur à celui de 2021 (1 328,63 € / hab).

Structure des recettes réelles de fonctionnement



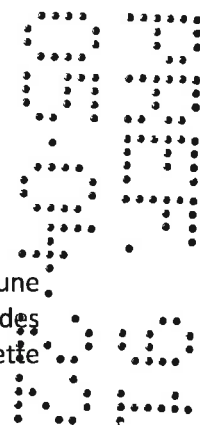
Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- A 0,95 % des atténuations de charges;
- A 8,59 % des produits des services, du domaine et des ventes ;
- A 77,25 % de la fiscalité directe ;
- A 11,08 % des dotations et participations ;
- A 1,96 % des autres produits de gestion courante ;
- A 0 % des produits financiers ;
- A 0,16 % des produits exceptionnels ;
- A 0 % des produits exceptionnels.

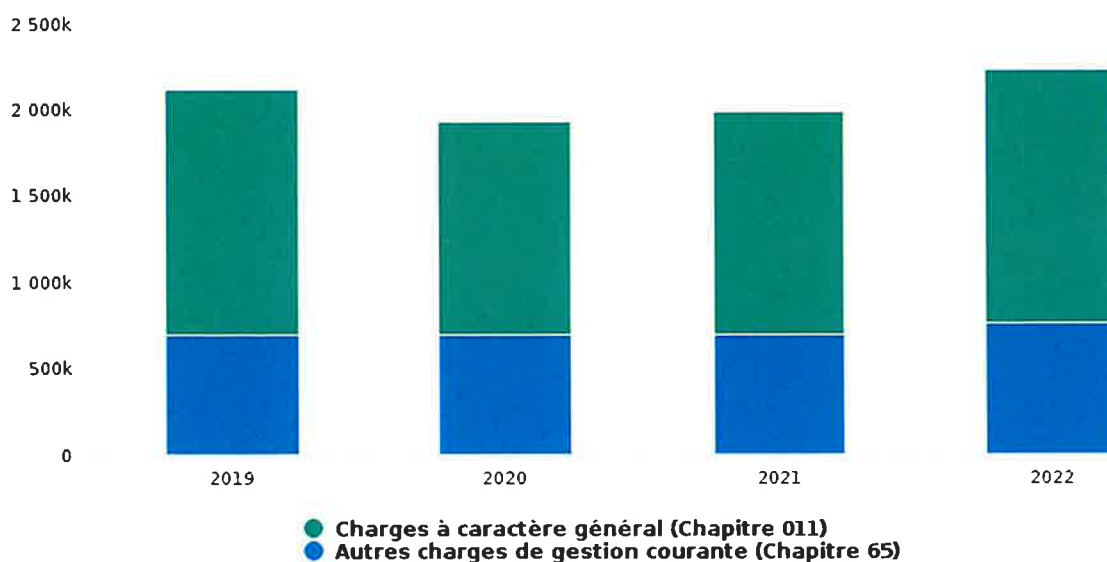
1. Les dépenses réelles de fonctionnement

2.1 Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2022. En 2021, ces charges de gestion représentaient 42,52 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2022 celles-ci devraient représenter 39,44 % du total de cette même section.



Charges de Gestion

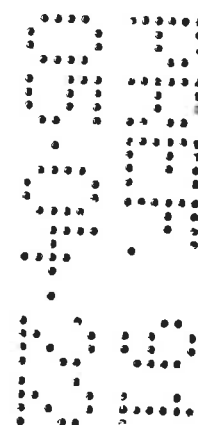


Les charges de gestion, en fonction de budget 2022, évolueraient de 15,6 % entre 2021 et 2022.

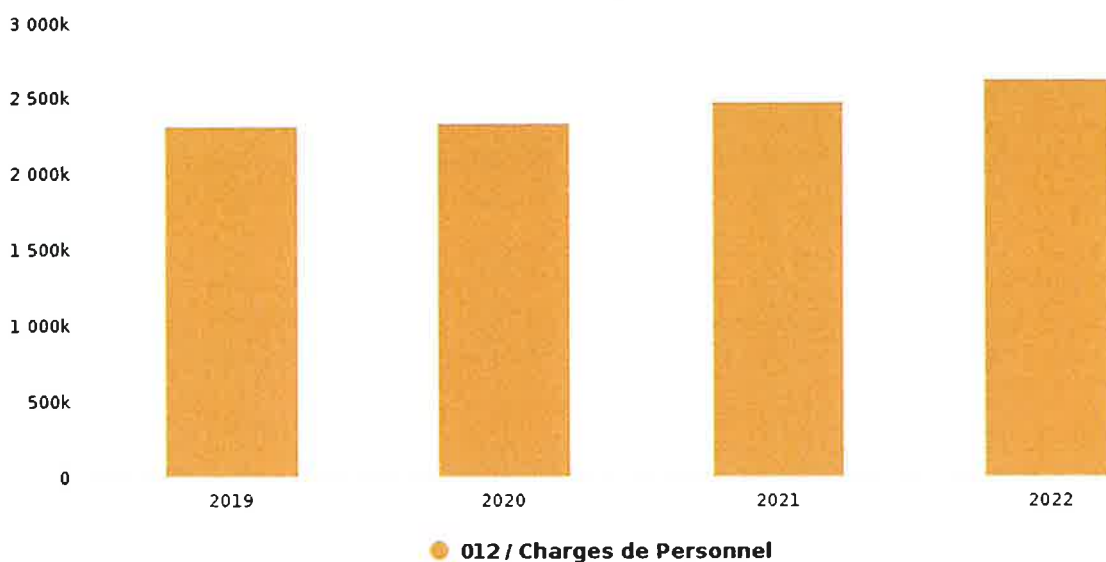
Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Charges à caractère général	1 417 587 €	1 231 780 €	1 285 145 €	1 470 298 €	14,41 %
Autres charges de gestion	694 362 €	692 411 €	697 204 €	754 063 €	8,16 %
Total dépenses de gestion	2 111 949 €	1 924 191 €	1 982 349 €	2 224 361 €	12,21 %
<i>Évolution en %</i>	6,9 %	-8,89 %	3,02 %	-	-

2.2 Les charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2019 à 2022.



Evolution des charges de personnel



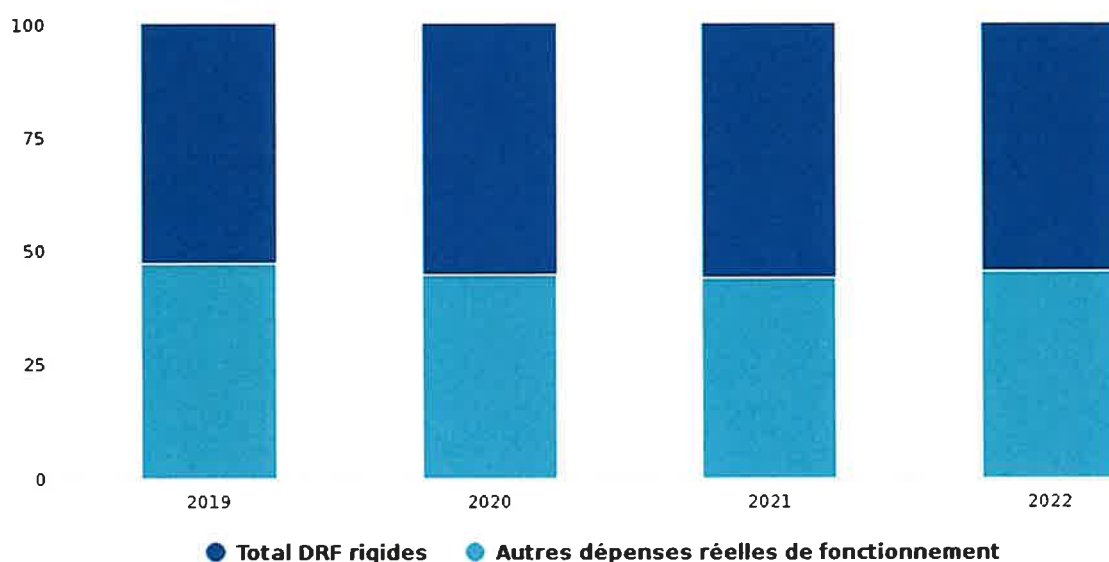
Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Rémunération titulaires	1 148 997 €	1 155 262 €	1 165 455 €	1 229 737 €	5,52 %
Rémunération non titulaires	180 042 €	191 839 €	267 228 €	302 916 €	13,35 %
Autres Dépenses	988 439 €	992 869 €	1 045 592 €	1 091 280 €	4,37 %
Total dépenses de personnel	2 317 478 €	2 339 970 €	2 478 275 €	2 623 933 €	5,88 %
Évolution en %	0,3 %	0,97 %	5,91 %	-	

2.3 La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières. Elles sont considérées comme rigides car la commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet pour la plupart d'engagements contractuels passés par la commune et difficiles à retravailler.

Ainsi, des dépenses de fonctionnement rigides importantes ne sont pas forcément un problème des lors que les finances de la commune sont saines mais peuvent le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune car des marges de manœuvre seraient plus difficile à rapidement dégager.

Part de dépenses de fonctionnement rigides

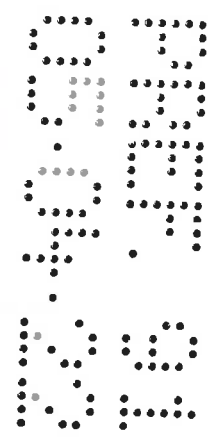
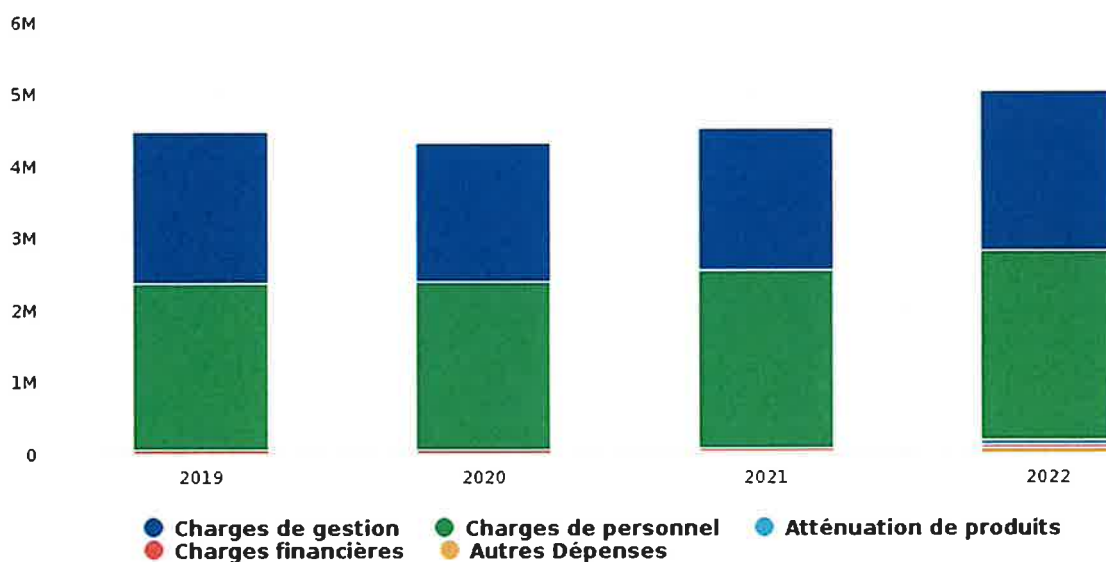


2.4 Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2022 de 11,07 % par rapport à 2021.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période 2018 - 2022.

Synthèse des Dépenses Réelles de Fonctionnement



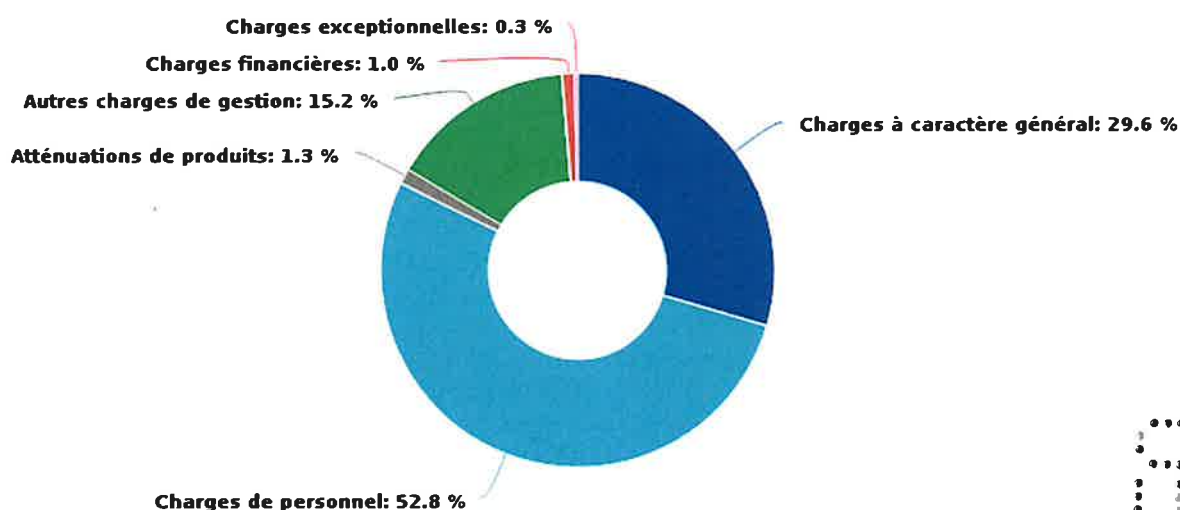
Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Charges de gestion	2 111 949 €	1 924 191 €	1 982 349 €	2 224 361 €	12,21 %
Charges de personnel	2 317 478 €	2 339 970 €	2 478 275 €	2 623 933 €	5,88 %

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Atténuation de produits	1 710 €	0 €	6 836 €	62 473 €	813,88 %
Charges financières	49 048 €	45 084 €	40 935 €	49 073 €	19,88 %
Autres dépenses	1 279 €	4 644 €	17 390 €	66 990 €	285,22 %
Total Dépenses de	4 481 464 €	4 313 889 €	4 525 785 €	5 026 830 €	11,07 %
Évolution en %	3,02 %	-3,74 %	4,91 %	-	-

2.5 La Structure des Dépenses de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2022, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 5 026 830 €, soit 1 150,3 € / hab. ce ratio est supérieur à celui de 2021 (1 056,44 € / hab)

Structure des dépenses réelles de fonctionnement



Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- A 29,25 % des charges à caractère général ;
- A 52,2% des charges de personnel ;
- A 1,24 % des atténuations de produit ;
- A 15 % des autres charges de gestion courante ;
- A 0,98 % des charges financières ;
- A 0,27 % des charges exceptionnelles ;
- A 0,27 % des dotations aux amortissements et aux provisions.

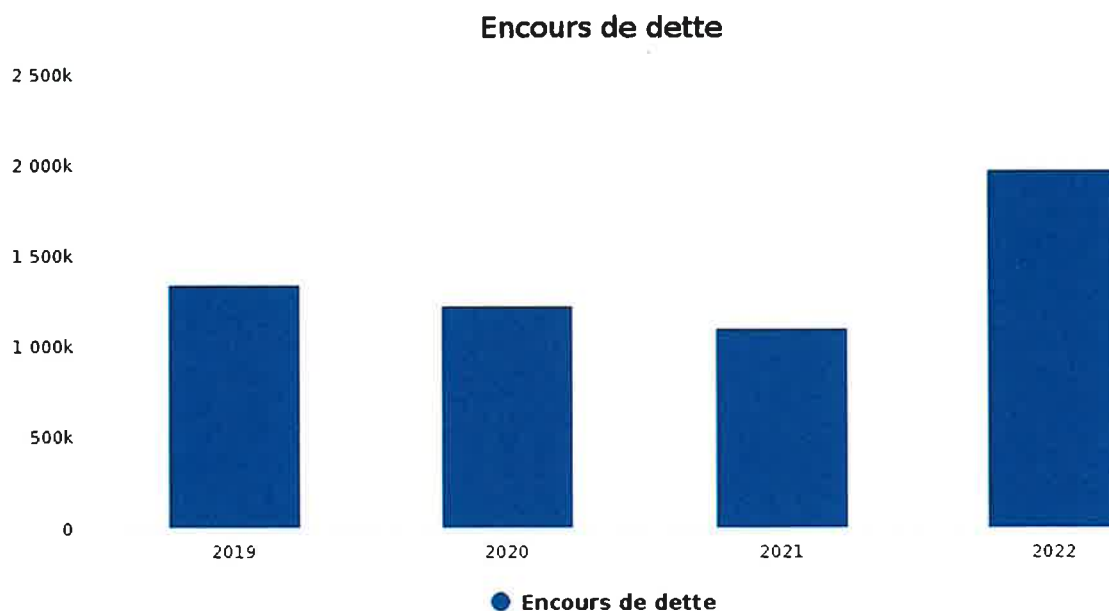




3. L'endettement de la commune

3.1 L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2022, elle disposera d'un encours de dette de 1 976 427 €.



Les charges financières représenteront 0,98 % des Dépenses réelles de fonctionnement en 2022.

Année	2019	2020	2021	2022	2021-2022 %
Emprunt Contracté	0 €	0 €	0 €	1 000 000 €	- %
Intérêt de la dette	49 048 €	45 084 €	40 935 €	36 627 €	-10,52 %
Capital Remboursé	115 275 €	118 819 €	122 517 €	126 375 €	3,15 %
Annuité	164 323 €	163 903 €	163 452 €	166 402 €	1,8 %
Encours de dette	1 344 138 €	1 225 319 €	1 102 802 €	1 976 427 €	79,22 %



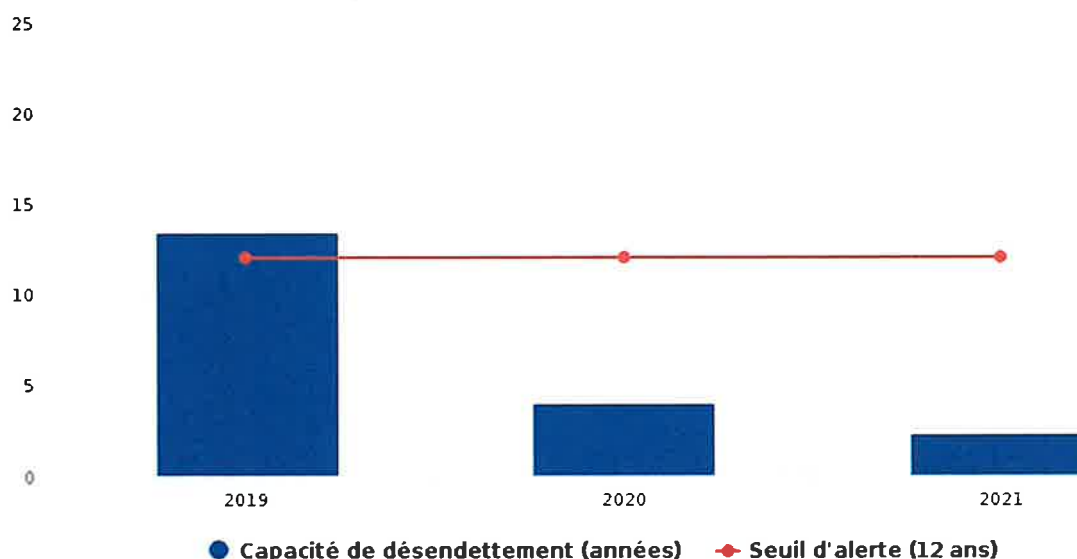
3.2 La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situe aux alentours de 8 années en 2019 (note de conjoncture de la Banque Postale 2019).

Capacité de désendettement de la collectivité



4. Les investissements de la commune

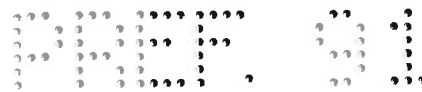
4.1 Les épargnes de la commune

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune Avec les indicateurs permettant de les calculer. Pour rappel :

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.



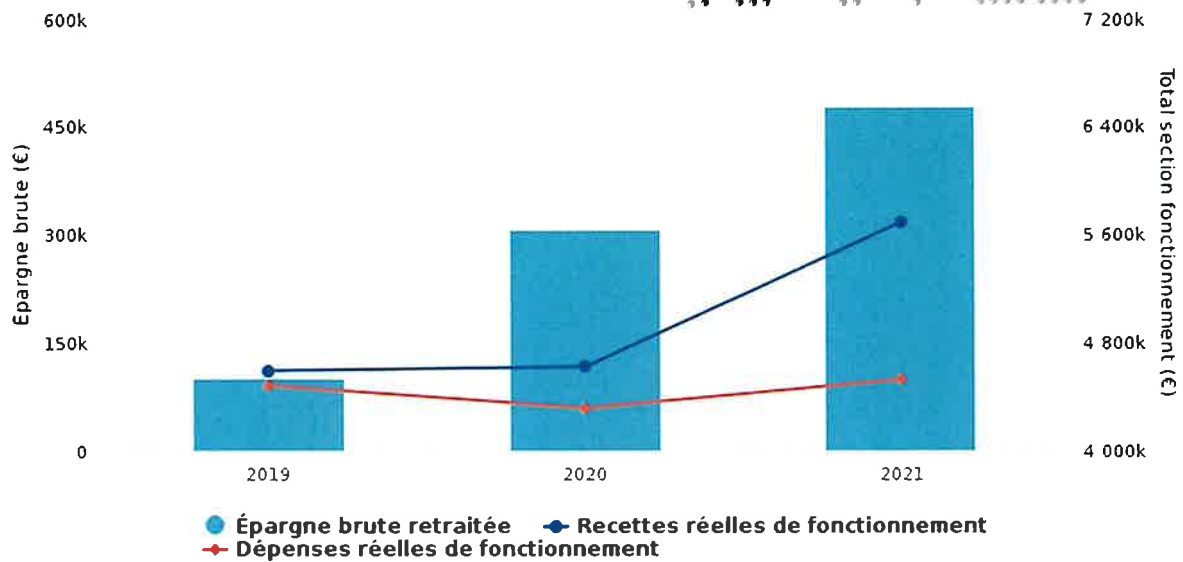
L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la commune sur l'exercice.

Année	2019	2020	2021	2020-2021 %
Recettes Réelles de fonctionnement	4 591 955	4 620 689	5 691 872	23,18 %
<i>Dont recettes exceptionnelles</i>	<i>34 208</i>	<i>4 599</i>	<i>705 209</i>	<i>-</i>
Dépenses Réelles de fonctionnement	4 481 464	4 313 889	4 525 785	4,91 %
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	<i>1 279</i>	<i>4 644</i>	<i>17 390</i>	<i>-</i>
Epargne brute	100 241	306 800	479 760	56,38%
Taux d'épargne brute %	2.18 %	6.64 %	8.43 %	-
Amortissement de la dette	115 275 €	118 819 €	122 517 €	3,11%
Epargne nette	-15 034	187 981	357 243	90,04%
Encours de dette	1 344 138 €	1 225 319 €	1 102 802 €	-10 %
Capacité de désendettement	13,41	4	2,3	-

Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent au recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.

Épargne brute et effet de ciseaux



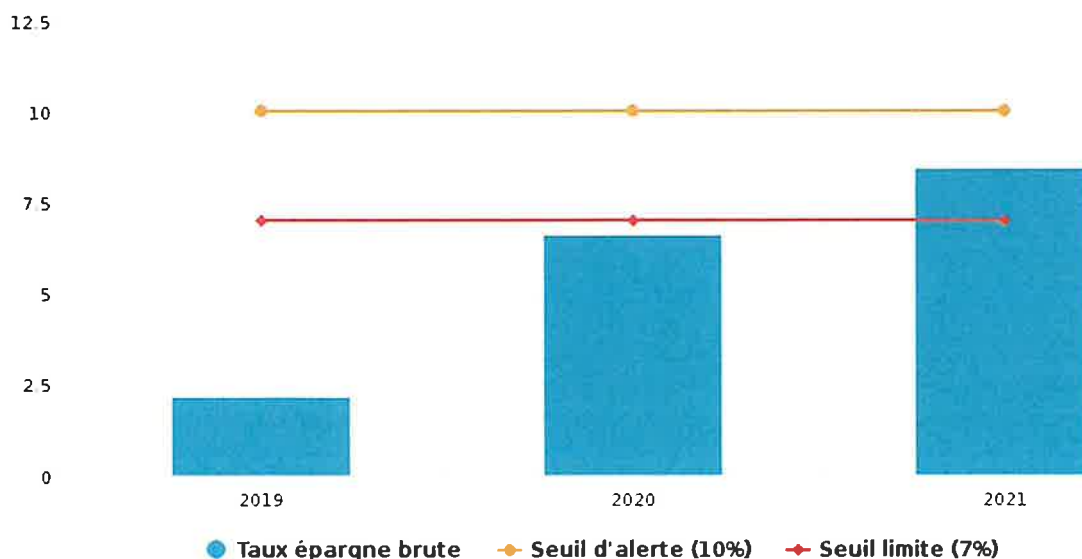
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

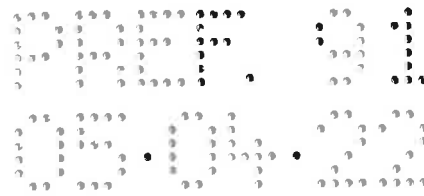
Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

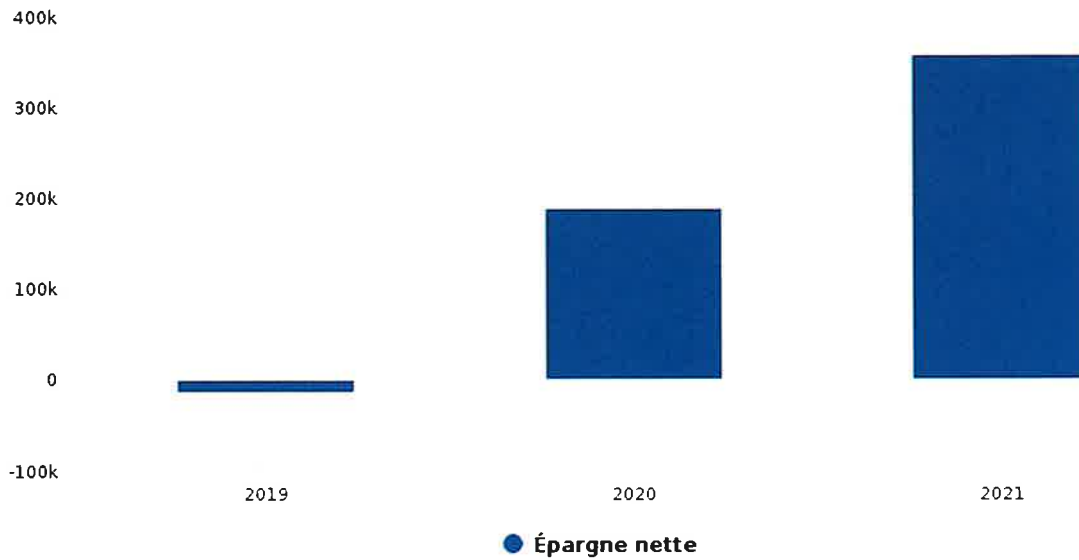
Pour information, le taux moyen d'épargne brute d'une commune française se situe aux alentours de 13% en 2019 (note de conjoncture de la Banque Postale 2019).

Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte





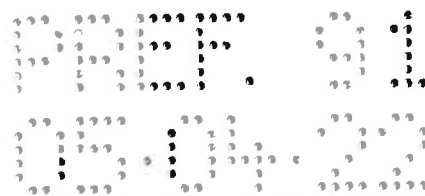
Épargne nette



4.2 Les dépenses d'équipement

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2021 additionné à d'autres projets à horizon 2022, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2021	2022
Immobilisations incorporelles	32 675 €	90 393 €
Immobilisations corporelles	968 704 €	1 906 456 €
Immobilisations en cours	0 €	0 €
Subvention d'équipement versées	67 917 €	67 917 €
Immobilisations reçues en affectation	0 €	0 €
Total dépenses d'équipement	1 069 296 €	2 064 766 €



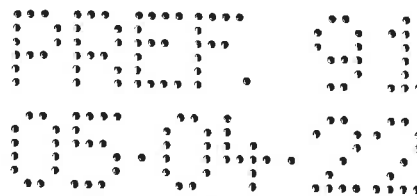
4.3 Les besoins de financement pour l'année 2022

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2022.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

Année	2019	2020	2021	2022
Dépenses réelles (hors dette)	623 615 €	504 172 €	1 069 296 €	2 115 266 €
Remboursement de la dette	115 275 €	118 819 €	122 517 €	129 775 €
Dépenses d'ordres	0 €	0 €	0 €	4 403 €
Restes à réaliser	-	-	-	0 €
Dépenses d'investissement	738 890 €	622 991 €	1 191 813 €	2 249 444 €

Année	2019	2020	2021	2022
Subvention d'investissement	0 €	44 299 €	71 568 €	0 €
FCTVA	44 654 €	154 908 €	101 196 €	82 251 €
Autres ressources	188 953 €	72 704 €	155 894 €	414 255 €
Opération d'ordre	0 €	0 €	809 580 €	224 444 €
Emprunt	2 500 €	0 €	0 €	1 013 445 €
Autofinancement	0 €	115 003 €	421 874 €	414 421 €
Restes à réaliser	-	-	-	0 €
Recettes d'investissement	236 107 €	386 914 €	1 560 112 €	2 148 816 €
Résultat n-1	539 357 €	48 451 €	-127 439 €	100 631 €
Solde	36 574 €	-187 626 €	240 860 €	3 €



5. Les ratios de la commune

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2019 à 2022.

Ratios / Année	2019	2020	2021	2022
1 - DRF € / hab.	1 143,23	1 054,74	1 056,44	1 150,3
2 - Fiscalité directe € / hab.	796,66	795,42	789,4	787,11
3 - RRF € / hab.	1 171,42	1 129,75	1 328,63	1 144,31
4 - Dép d'équipement € / hab.	159,09	123,27	249,6	472,49
5 - Dette / hab.	342,89	299,59	257,42	452,27
6 DGF / hab	11,03	11,4	11,72	11,49
7 - Dép de personnel / DRF	51,71 %	54,24 %	54,76 %	52,2 %
8 - CMPF	100,55 %	100,08 %	99,91 %	99,91 %
8 bis - CMPF élargi	-	-	-	-
9 - DRF+ Capital de la dette /	100,1 %	95,93 %	81,67 %	103,12 %
10 - Dép d'équipement / RRF	13,58 %	10,91 %	18,79 %	41,29 %
11 - Encours de la dette /RRF	29,27 %	26,52 %	19,38 %	22,05 %

- DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement
- RRF = Recettes réelles de Fonctionnement
- POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes
- CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.
- CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.



Commune en France	R1 €/h	R2 €/h	R3 €/h	R4 €/h	R5 €/h	R6 €/h	R7 %	R8 €/h	R9 %	R10 %	R11 %
Moins de 100 hab.	871	312	1168	565	666	288	24	83	48	48	57
100 à 200 hab.	659	283	876	385	580	200	29	85	44	44	66
200 à 500 hab.	583	296	753	304	547	162	36	87	40	40	73
500 à 2 000 hab.	622	337	785	296	625	152	44	88	38	38	80
2 000 à 3 500 hab.	725	404	901	311	717	150	50	89	35	35	80
3 500 à 5 000 hab.	829	454	1016	330	773	150	53	89	32	32	76
5 000 à 10 000 hab.	935	507	1133	305	860	153	56	90	27	27	76
10 000 à 20 000 hab.	1087	574	1284	310	886	176	59	92	24	24	69
20 000 à 50 000 hab.	1223	645	1417	303	1050	199	61	94	21	21	74
50 000 à 100 000 hab.	1323	676	1542	332	1410	213	61	94	22	22	91
100 000 hab. ou plus hors Paris	1151	650	1336	226	1104	208	59	95	17	17	83

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette)/RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2018)